

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206275]

16 NOVEMBRE 2017. — Décret relatif à la communication en matière de renouvellement et d'abandon de sépultures (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1232-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale peut accorder des concessions dans les cimetières traditionnels ou cinéraires. Les concessions peuvent porter sur :

1° une parcelle en pleine terre;

2° une parcelle avec caveau;

3° une ancienne sépulture à laquelle il a été mis fin conformément aux articles L1232-8 ou L1232-12 et qui, au terme du délai d'affichage, a fait l'objet d'un assainissement par le gestionnaire communal;

4° une cellule de columbarium.

Les concessions sont incessibles.

Dans le cas d'un cimetière communal, le conseil communal peut déléguer ce pouvoir au collège communal.

§ 2. Lors de la procédure administrative d'attribution de concession, le gestionnaire public conserve l'adresse de courrier électronique et l'adresse du domicile du titulaire de la concession et de ses ayants droit.

Lors de la procédure administrative d'attribution de la sépulture non concédée visée à l'article L1232-21, le gestionnaire public conserve l'adresse de courrier électronique et l'adresse du domicile de la personne ayant introduit la demande de sépulture en question.

Toute modification ou amplification de cette information dans les registres communaux est à l'initiative de la famille.

§ 3. Le titulaire de la concession peut dresser et modifier, de son vivant ou par dispositions écrites ou testamentaires, la liste des bénéficiaires de la concession. Cette liste est communiquée à l'administration communale pour figurer au registre des cimetières.

Après le décès du titulaire de la concession, les bénéficiaires peuvent de commun accord décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres. À défaut d'accord, les ayants droit du titulaire de la concession peuvent décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres.

Les ayants droit des défunts reposant dans la sépulture concédée en caveau peuvent faire rassembler dans un même cercueil au sein de ladite sépulture les restes de plusieurs corps inhumés depuis plus de trente ans. Ils peuvent également faire rassembler les cendres inhumées depuis plus de dix ans.

Dans ces deux cas, l'autorisation du bourgmestre est requise et transcrite au registre des cimetières.

À défaut de liste des bénéficiaires de la concession, une même concession ne peut servir qu'à son titulaire, son conjoint, son cohabitant légal et ses parents ou alliés.

Une même concession peut servir aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses ou aux personnes qui en expriment chacune leur volonté auprès de l'autorité communale.

Pour les personnes qui au moment du décès de l'une d'elles constituaient un ménage de fait, une concession peut être demandée par le survivant.

La demande de concession peut être introduite au bénéfice de tiers. ».

Art. 2. A l'alinéa 1^{er} de l'article L1232-8, § 2, du même Code, les mots « un an » sont remplacés par « treize mois ».

Art. 3. Les alinéas 2 et 3 de l'article L1232-8, § 2, du même Code sont remplacés par ce qui suit : " Une copie de l'acte est envoyée par voie postale et par voie électronique au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses ayants droit.

A défaut de réponse dans le mois du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit, une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Sont conservés au registre des concessions : l'envoi de la copie de l'acte ainsi que la réponse ou l'absence de réponse du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit.

Art. 4. L'article L1232-12 du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1232-12. § 1^{er}. L'entretien des sépultures sur terrain concédé incombe à toute personne intéressée visée à l'article L1232-1, 9°.

§ 2. L'état d'abandon est constaté par un acte du bourgmestre ou de son délégué, ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale. Une copie de l'acte est envoyée par voie électronique au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses ayants droit. A défaut de réponse dans le mois du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit, une copie de l'acte est affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Sont conservés au registre des concessions : l'envoi de la copie de l'acte ainsi que la réponse ou l'absence de réponse du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit.

§ 3. À défaut de remise en état à l'expiration de ce délai, la sépulture revient au gestionnaire public qui peut à nouveau en disposer. ”.

Art. 5. L'article L1232-21 du même Code est remplacé par ce qui suit :

” Art. L1232-21. § 1^{er}. Une sépulture non concédée est conservée pendant au moins cinq ans.

§ 2. Au moins treize mois avant le terme du délai visé à l'alinéa précédent, le bourgmestre ou son délégué ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale dresse un acte de décision d'enlèvement.

Une copie de l'acte est envoyée par voie postale et par voie électronique à la personne visée à l'article L1232-7, § 2, alinéa 2. A défaut de réponse de celle-ci dans le mois, une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture non concédée et à l'entrée du cimetière. La copie de l'acte mentionne que le renouvellement d'un emplacement non concédé est strictement interdit.

La sépulture non concédée ne peut être enlevée qu'au terme de ce délai.

Sont conservés au registre des concessions : l'envoi de la copie de l'acte ainsi que la réponse ou l'absence de réponse du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit.

§ 3. Si des parcelles de terrains non concédés sont utilisées pour de nouvelles inhumations et qu'il s'est écoulé cinq ans au moins depuis la dernière inhumation dans celles-ci, un avis est envoyé par voie postale et par voie électronique à la personne visée à l'article L1232-7, § 2, alinéa 2. A défaut de réponse de celle-ci dans le mois, l'avis est affiché pendant un an aux accès de ces parcelles et à l'entrée du cimetière et est envoyé par voie électronique.

L'avis informe du délai pendant lequel les signes indicatifs de sépulture peuvent être enlevés.

Sont conservés au registre des concessions : l'envoi de l'avis ainsi que la réponse ou l'absence de réponse du titulaire de la concession ou, s'il est décédé, de ses ayants droit.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ou de la prorogation décidée par le collège communal, l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale, le gestionnaire public devient propriétaire des matériaux.

§ 4. Sans préjudice de l'acte de dernières volontés visé à l'article L1232-17 ou, à défaut d'un tel acte, de l'avis de la personne visée à l'article L1232-7, alinéa 2, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale décide de la destination à donner aux restes mortels découverts dans l'enceinte du cimetière. Les restes mortels sont soit déposés dans un ossuaire, soit incinérés et les cendres sont soit dispersées sur la parcelle réservée à cet effet soit déposées dans un ossuaire. La commune mentionne ces opérations dans le registre des cimetières. ”.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 novembre 2017.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la
Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de
l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et
délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 612 (2016-2017) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 novembre 2017.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206275]

16. NOVEMBER 2017 — Dekret über die Kommunikation in Sachen Erneuerung und Verwahrlosung von Grabstätten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1232-7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 1. Der Gemeinderat oder das zuständige Organ der autonomen Gemeinderegierung oder der Interkommunale kann Konzessionen in den traditionellen Friedhöfen oder Urnenstätten gewähren. Die Konzessionen können sich auf Folgendes beziehen:

1° eine Parzelle im Freiland;

2° eine Parzelle mit Gruft;

3° eine alte Grabstätte, die gemäß den Artikeln L1232-8 oder L1232-12 aufgelöst und nach Ablauf der Bekanntmachungsfrist vom Gemeindebewirtschafter saniert worden ist;

4° eine Nische in der Urnenhalle.

Die Konzessionen sind nicht übertragbar.

Handelt es sich um einen kommunalen Friedhof, kann der Gemeinderat diese Befugnis dem Gemeindegremium übertragen.

§ 2. Bei dem Verwaltungsverfahren zur Vergabe einer Konzession bewahrt der öffentliche Bewirtschafter die E-Mail-Adresse und die Wohnanschrift des Konzessionsinhabers und seiner Rechtsnachfolger.

Bei dem Verwaltungsverfahren zur Vergabe der in Artikel L1232-21 erwähnten nicht konzessionierten Grabstätte bewahrt der öffentliche Bewirtschafter die E-Mail-Adresse und die Wohnanschrift der Person, die den Antrag auf die besagte Grabstätte eingereicht hat.

Jede Änderung oder Erweiterung dieser Information in den Gemeindegewisern erfolgt auf Initiative der Familie.

§ 3. Der Konzessionsinhaber kann zu Lebzeiten oder durch schriftliche oder testamentarische Verfügungen die Liste der Konzessionsberechtigten aufstellen und ändern. Diese Liste wird der Gemeindeverwaltung übermittelt, um in das Bestattungsregister eingetragen zu werden.

Nach dem Tod des Konzessionsinhabers können die Konzessionsberechtigten im gegenseitigen Einvernehmen über die Zuteilung der nicht zugewiesenen Plätze oder der zugewiesenen und frei gewordenen Plätze entscheiden. Wenn kein Einvernehmen zustande kommt, können die Rechtsnachfolger des Konzessionsinhabers über die Zuteilung der nicht zugewiesenen Plätze oder der zugewiesenen und frei gewordenen Plätze entscheiden.

Die Rechtsnachfolger der Verstorbenen, die in einer als Gruft konzessionierten Grabstätte beigesetzt wurden, können in dieser Grabstätte die menschlichen Überreste mehrerer seit mehr als dreißig Jahren beigesetzter Körper in ein und demselben Sarg zusammenlegen lassen. Sie können ebenfalls seit mehr als zehn Jahren beigesetzte Asche zusammenlegen lassen.

In beiden Fällen ist die Genehmigung des Bürgermeisters erforderlich; diese wird in das Bestattungsregister eingetragen.

Falls keine Liste der Konzessionsberechtigten vorliegt, kann ein und dieselbe Konzession lediglich von ihrem Inhaber, dessen Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnenden und seinen Verwandten oder Verschwägerten benutzt werden.

Ein und dieselbe Konzession kann von den Mitgliedern einer oder mehrerer Religionsgemeinschaften oder von Personen, die bei der Gemeindebehörde alle ihren Wunsch äußern, benutzt werden.

Für Personen, die zum Todeszeitpunkt eine eheähnliche Gemeinschaft bildeten, kann eine Konzession von dem Überlebenden beantragt werden.

Der Konzessionsantrag kann zugunsten eines Dritten eingereicht werden.“

Art. 2 - In Absatz 1 des Artikels L1232-8 § 2 desselben Kodex werden die Wörter "ein Jahr" durch die Wörter "dreizehn Monate" ersetzt.

Art. 3 - Die Absätze 2 und 3 des Artikels L1232-8 § 2 desselben Kodex werden durch Folgendes ersetzt: "Eine Abschrift der Urkunde wird dem Inhaber der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seinen Rechtsnachfolgern per Post und auf elektronischem Wege übermittelt.

Falls der Inhaber der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seine Rechtsnachfolger nicht innerhalb von einem Monat geantwortet haben, wird eine Abschrift der Urkunde während mindestens einem Jahr am Ort der Grabstätte und am Eingang des Friedhofs angeschlagen.

Im Konzessionsregister werden aufbewahrt: die Einsendung der Abschrift der Urkunde sowie das Antwortschreiben oder das Ausbleiben einer Antwort des Inhabers der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seiner Rechtsnachfolger.“

Art. 4 - Artikel L1232-12 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L1232-12 - § 1. Der Unterhalt der Grabstätten auf dem konzessionierten Grundstück obliegt jeder der in Artikel L1232-1 Ziffer 9 erwähnten betroffenen Person.

§ 2. Der Zustand der Verwahrlosung wird durch eine Urkunde des Bürgermeisters oder dessen Beauftragten, oder des zuständigen Organs der autonomen Gemeinderegierung oder der Interkommunale festgestellt. Eine Abschrift der Urkunde wird dem Inhaber der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seinen Rechtsnachfolgern auf elektronischem Wege übermittelt. Falls der Inhaber der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seine Rechtsnachfolger nicht innerhalb von einem Monat geantwortet haben, wird eine Abschrift der Urkunde während einem Jahr am Ort der Grabstätte und am Eingang des Friedhofs angeschlagen.

Im Konzessionsregister werden aufbewahrt: die Einsendung der Abschrift der Urkunde sowie das Antwortschreiben oder das Ausbleiben einer Antwort des Inhabers der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seiner Rechtsnachfolger.

§ 3. Wenn die Wiederinstandsetzung nach Ablauf der Frist nicht stattgefunden hat, geht die Grabstätte wieder an den öffentlichen Bewirtschafter zurück, der wieder über sie verfügen kann.“.

Art. 5 - Artikel L1232-21 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1232-21 - § 1. Eine nicht konzessionierte Grabstätte wird mindestens fünf Jahre beibehalten.

§ 2. Mindestens dreizehn Monate vor Ablauf der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist fertigt der Bürgermeister oder dessen Beauftragter oder das zuständige Organ der autonomen Gemeinderegierung oder der Interkommunale eine Urkunde zum Entfernungsbeschluss aus.

Eine Abschrift der Urkunde wird der in Artikel L1232-7 § 2 Absatz 2 erwähnten Person per Post und auf elektronischem Wege übermittelt. Falls diese nicht innerhalb von einem Monat geantwortet hat, wird eine Abschrift der Urkunde während mindestens einem Jahr am Ort der nicht konzessionierten Grabstätte und am Eingang des Friedhofs angeschlagen. In der Abschrift der Urkunde wird angegeben, dass die Erneuerung einer nicht konzessionierten Grabstelle strengstens verboten ist.

Die nicht konzessionierte Grabstätte kann nur nach Ablauf dieser Frist entfernt werden.

Im Konzessionsregister werden aufbewahrt: die Einsendung der Abschrift der Urkunde sowie das Antwortschreiben oder das Ausbleiben einer Antwort des Inhabers der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seiner Rechtsnachfolger.

§ 3. Wenn nicht konzessionierte Grundstückspartellen für neue Beerdigungen benutzt werden und mindestens fünf Jahre seit der letzten Beerdigung auf diesen vergangen sind, wird der in Artikel L1232-7 § 2 Absatz 2 erwähnten Person eine Bekanntmachung per Post und auf elektronischem Wege übermittelt. Falls diese nicht innerhalb von einem Monat geantwortet hat, wird die Bekanntmachung während einem Jahr an den Zugangswegen zu diesen Partellen und am Eingang des Friedhofs angeschlagen und auf elektronischem Wege übermittelt.

In der Bekanntmachung wird die Frist angegeben, innerhalb derer die Grabmale entfernt werden dürfen.

Im Konzessionsregister werden aufbewahrt: die Einsendung der Bekanntmachung sowie das Antwortschreiben oder das Ausbleiben einer Antwort des Inhabers der Konzession oder, wenn dieser verstorben ist, seiner Rechtsnachfolger.

Nach Ablauf der im ersten Absatz erwähnten Frist oder der von dem Gemeindegremium, dem zuständigen Organ der autonomen Gemeinderegierung oder der Interkommunale beschlossenen Verlängerung werden die Materialien zum Eigentum des öffentlichen Bewirtschafters.

§ 4. Unbeschadet der in Artikel L1232-17 erwähnten Urkunde der letztwilligen Verfügung oder in Ermangelung einer solchen Urkunde unbeschadet der in Artikel L1232-7 Absatz 2 erwähnten Bekanntmachung beschließt der Gemeinderat oder das zuständige Organ der autonomen Gemeinderegierung oder der Interkommunale über die Bestimmung der innerhalb des Friedhofes entdeckten sterblichen Überreste. Die sterblichen Überreste werden entweder in ein Beinhaus gebracht, oder verbrannt und die Aschen werden entweder auf der zu diesem Zweck vorbehaltenen Parzelle verstreut oder in ein Beinhaus gebracht. Die Gemeinde vermerkt diese Vorgänge im Bestattungsregister.“.

Art. 6 - Das vorliegende Dekret tritt sechs Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. November 2017

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2017-2018.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 612 (2016-2017) Nrn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. November 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206275]

16 NOVEMBER 2017. — Decreet met betrekking tot de communicatie in verband met de hernieuwing en verwaarlozing van graven (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L1232-7 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale kan concessies toekennen in de traditionele begraafplaatsen of in de asbegravingen. De concessies kunnen betrekking hebben op :

1° een perceel in volle grond;

2° een perceel met grafkelder;

3° een oud graf waaraan een einde wordt gemaakt overeenkomstig artikelen L1232-8 of L1232-12 en dat, na afloop van de aanplaktermijn, het voorwerp heeft uitgemaakt van een sanering door de gemeentelijke beheerder;

4° een columbariumcel.

De concessies zijn onoverdraagbaar.

Wanneer het om een gemeentelijke begraafplaats gaat, kan de gemeenteraad die bevoegdheid aan het gemeentecollege overdragen.

§ 2. Tijdens de administratieve procedure van concessiegunning bewaart de openbare beheerder het e-mailadres en het adres van de woonplaats van de concessiehouder en van zijn rechthebbenden.

Tijdens de administratieve procedure van gunning van het niet-geconcedeerd graf bedoeld in artikel L1232-21 bewaart de openbare beheerder het e-mailadres en het adres van de woonplaats van de persoon die de aanvraag van het desbetreffend graf ingediend heeft.

De familie wordt verondersteld elke wijziging of aanvulling van deze informatie in de gemeenteregisters mee te delen.

§ 3. De titularis van de concessie kan tijdens zijn leven of bij schriftelijke of testamentaire beschikkingen de lijst van de begunstigden van de concessie opmaken en wijzigen. Deze lijst wordt overgemaakt aan het gemeentebestuur om in het register van de begraafplaatsen te worden opgenomen.

Na het overlijden van de titularis van de concessie kunnen de begunstigden in onderlinge overeenstemming de bestemming van de niet-aangeduide plaatsen of van de aangeduide plaatsen die vrijgekomen zijn, bepalen. Bij gebreke van overeenstemming kunnen de rechthebbenden van de titularis van de concessie de bestemming van de niet-aangeduide plaatsen of van de aangeduide plaatsen die vrijgekomen zijn, bepalen.

De rechthebbenden van de overledenen die in het als grafkelder geconcedeerd graf rusten, kunnen het stoffelijk overschot van verschillende lijken die al meer dan dertig jaar begraven zijn, in éénzelfde doods-kist te ruste laten leggen. Ze kunnen ook als die al meer dan tien jaar begraven is, laten verzamelen.

In beide gevallen wordt de toestemming van de Burgemeester vereist en wordt ze in het register van de begraafplaatsen overgeschreven.

Bij gebreke van een lijst van de begunstigden van de concessie mag éénzelfde concessie slechts dienen voor de titularis, zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende en zijn bloed- of aanverwanten.

Eenzelfde concessie mag dienen voor de leden van een of meer religieuze gemeenschappen of voor de personen die daartoe ieder hun wil te kennen geven bij de gemeentelijke overheid.

Wanneer iemand overlijdt terwijl hij op dat ogenblik een feitelijk gezin vormde, kan de overlevende een concessie aanvragen.

De concessieaanvraag mag worden ingediend ten behoeve van derden. ».

Art. 2. In lid 1 van artikel L1232-8, § 2 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een jaar" vervangen door de woorden "dertien maanden".

Art. 3. Leden 2 en 3 van artikel L1232-8, § 2 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt: Een afschrift van de akte wordt per post of e-mail toegezonden aan de titularis van de concessie of, als hij overleden is, aan zijn rechthebbenden.

Bij gebreke van antwoord van de titularis van de concessie binnen de maand of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden, wordt een afschrift van de akte minstens een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

Wordt in het register van concessies bewaard : de verzending van het afschrift van de akte alsook het antwoord of het gebrek aan antwoord van de titularis van de concessie of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden.

Art. 4. Artikel L1232-12 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. L1232-12. § 1. Het onderhoud van de graven op geconcedeerde grond behoort tot elke belanghebbende bedoeld in artikel L1232-1,9°.

De verwaarlozing wordt vastgesteld in een akte van de burgemeester of diens gemachtigde, of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale. Een afschrift van de akte wordt per post of e-mail toegezonden aan de titularis van de concessie of, als hij overleden is, aan zijn rechthebbenden. Bij gebreke van antwoord van de titularis van de concessie binnen de maand of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden, wordt een afschrift van de akte minstens een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

Wordt in het register van de concessies bewaard : de verzending van het afschrift van de akte alsook het antwoord of het gebrek aan antwoord van de titularis van de concessie of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden.

§ 3. Bij niet-herstelling bij het verstrijken van die termijn komt het graf aan de openbare beheerder toe, die daarover opnieuw kan beschikken. ”.

Art. 5. Artikel L1232-21 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. L1232-21. § 1. Een niet-geconcedeed graf wordt gedurende minstens vijf jaar bewaard.

§ 2. Minstens dertien maanden voor het verstrijken van de termijn bedoeld in vorig lid, maakt de burgemeester of diens gemachtigde, of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale een akte van beslissing tot wegneming op.

Een afschrift van de akte wordt per post of e-mail aan de persoon bedoeld in artikel L1232-7, § 2, lid 2 toegestuurd. Bij gebreke van haar antwoord binnen de maand wordt een afschrift van de akte minstens een jaar lang bij het niet-geconcedeed graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt. Het afschrift van de akte geeft kennis dat de hernieuwing van een niet-geconcedeerde plaats strikt verboden is.

Het niet-geconcedeerde graf mag alleen na het verstrijken van deze termijn weggenomen worden.

Wordt in het register van de concessies bewaard : de verzending van het afschrift van de akte alsook het antwoord of het gebrek aan antwoord van de titularis van de concessie of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden.

§ 3. Bij gebruik van niet-geconcedeerde grondpercelen voor nieuwe begravingen en als er ten minste vijf jaar zijn verlopen na de laatste begraving op deze begraafplaats, wordt een bericht per post of e-mail aan de persoon bedoeld in artikel L1232-7, § 2, lid 2, verzonden. Bij gebreke van haar antwoord binnen de maand, wordt gedurende een jaar een bericht aangeplakt aan de toegangen tot die gronden en aan de ingang van de begraafplaats, en wordt het per e-mail verzonden.

Dit bericht geeft kennis van de termijn gedurende welke graftekens weggenomen mogen worden.

Wordt in het register van de concessies bewaard : de verzending van het bericht alsook het antwoord of het gebrek aan antwoord van de titularis van de concessie of, als hij overleden is, van zijn rechthebbenden.

Bij het verstrijken van de termijn bedoeld in lid 1 of van de verlenging besloten door het gemeentecollege, het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale, worden de materialen eigendom van de openbare beheerder.

§ 4. Onverminderd de akte van de laatste wilsbeschikking bedoeld in artikel L1232-17, of, bij gebreke van zulke akte, het bericht van de persoon bedoeld in artikel L1232-7, lid 2, beslist de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale welke bestemming dient gegeven te worden aan binnen de omheining van de begraafplaats aangetroffen stoffelijke resten. De stoffelijke resten worden ofwel in een doodsbeenderhuisje neergelegd, ofwel gecremeerd en de as wordt ofwel in het daartoe bestemde perceel verstrooid ofwel in een doodsbeenderhuisje neergelegd. De gemeente vermeldt deze verrichtingen in het register van de begraafplaatsen. ”.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking zes maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 november 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waalse Parlement 612, (2016-2017) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 november 2017.

Bespreking.

Stemming.